



# agriKomp

## Prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et Teréga

*Date de la contribution : 04/10/2019*

**Question 1 :** Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATRT7 ?

Pas d'avis

**Question 2 :** Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Pas d'avis

**Question 3 :** Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRT7 ?

Favorable

**Question 4 :** Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Favorable

**Question 5 :** Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Favorable

**Question 6 :** Êtes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Favorable

**Question 7 :** Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Favorable

**Question 8 :** Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Nous demandons que le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R et D soit au plus près des besoins exprimés par GRTgaz et Teréga, afin de leur permettre de continuer le développement des gaz renouvelables, le



biométhane notamment.

Il est indispensable que GRT gaz et Teréga puissent continuer d'investir dans la R et D afin de préparer et faciliter la totalité du remplacement du gaz fossile acheté à l'étranger, par du gaz renouvelable produit en France. Nous avons un vaste territoire aux multiples ressources nous permettant d'assurer notre autonomie en production et distribution de gaz renouvelable. Cela doit donc être encouragé et développé avec suffisamment de moyens afin de faire face aux enjeux de la transition énergétique en France.

Nous voulons que la CRE continue de soutenir les opérateurs dans cette démarche en leur donnant des moyens suffisants par l'intermédiaire d'une régulation adaptée.

**Question 9 :** Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRT7 pour GRT gaz et Teréga ?

**Commentaire :**

La Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC) décrit la feuille de route de la France pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050. Pour atteindre cet objectif, il sera nécessaire de réduire les consommations d'énergie, et de substituer aux énergies fossiles des énergies décarbonées. Nous devons également produire plus de gaz renouvelable, et décentralisé. Tous ces objectifs sont inscrits dans la PPE, et engage les pouvoirs publics.

Le développement du biométhane sera un axe essentiel pour atteindre les objectifs fixés par la PPE. De nombreux projets de biométhane sont en développement et en construction à travers toute la France, et la demande ne faiblit pas, c'est pourquoi il est essentiel que la CRE fasse en sorte que les gestionnaires de réseau de transport et de distribution puissent faire face au développement de la filière biométhane sur la période ATRT7.

En cela, les hypothèses retenues par la CRE pour le dimensionnement de l'activité biométhane des transporteurs ne nous paraissent pas adaptées :

a/ les dépenses biométhane ne peuvent pas être dimensionnées selon le nombre de raccordement effectif, car des projets peuvent ne pas aller au bout de leurs démarches pour diverses raisons (financement, autorisations administratives, etc ...). Il faut donc prendre en compte une perte de projets importante en phase de développement ; projets qui ne seront jamais raccordés. Ce taux de perte est aujourd'hui de 60% environ.

b/ le nombre de raccordements ne faiblit pas, et les conditions actuelles plutôt favorables au développement du biométhane en France (droit à l'injection, baisse des coûts de raccordement) n'indique pas une forte baisse à venir dans les années à venir. Les projets de biométhane sont longs à développer pour les différents porteurs de projets (3 à 10 ans), donc au vu du nombre de projets inscrits au registre de capacité et des conditions favorables décrites ci-dessus, une hypothèse de forte baisse du nombre de raccordement au-delà de 2023 n'est donc pas cohérente avec le "pipe" actuel de projets en cours de développement et des nouveaux qui ne cessent d'arriver.

c/ afin de faire face aux demandes de ces multiples projets en développement, il est indispensable que les effectifs des gestionnaires de réseau puissent suivre et répondre à cette demande de la filière biométhane. On observe actuellement un allongement inquiétant des délais de réponses des gestionnaires en phase d'études et développement des projets, qui risque d'impacter le dynamisme de développement de la filière biométhane, et ainsi ne pas nous permettre d'atteindre les objectifs fixés dans la PPE.

La CRE doit donc s'assurer que les transporteurs pourront mobiliser les ressources humaines et moyens nécessaires pour répondre à l'ensemble des sollicitations des porteurs de projet en phase d'études et développement. Pour cela, il faut s'appuyer sur le registre actuel des capacités, qui montre une demande constante des raccordements et n'indique pas une baisse à venir immédiate, quand on connaît par ailleurs la durée de développement de tels projets (3 à 10 ans pour rappel). Une non adéquation des effectifs pour faire face à la demande actuelle risque d'allonger encore plus la durée de développement de ces projets, déjà longue, et ne pas permettre de faire face aux objectifs de la SNBC et PPE.

**Question 10 :** Avez-vous des remarques concernant les souscriptions prévisionnelles de GRT gaz et Teréga pour la



période 2020-2023 ?

| Pas d'avis

**Question 11 :** Avez-vous des remarques concernant les grands principes tarifaires et la méthode que la CRE envisage de retenir pour le tarif ATRT7 ?

| Pas d'avis

**Question 12 :** Êtes-vous favorable aux niveaux de rabais envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles aux PIT 5 ?

Commentaire :

| Pas d'avis

**Question 13 :** Êtes-vous favorable à la suppression de l'APC et à la réduction, voire la mise à zéro, du terme tarifaire de livraison pour les sites fortement modulés ?

Commentaire :

| Pas d'avis

**Question 14 :** Êtes-vous favorable à l'adaptation de la formule de calcul de la modulation hivernale pour les clients « à souscription » envisagée par la CRE à compter du 1er avril 2020 ?

Commentaire :

| Pas d'avis